

REPUBLIQUE GABONAISE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE

MISSION CONSEIL ET CONTROLE

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT POUR

2015

Le Rapport Annuel de Performance (RAP) est le bilan d'un exercice budgétaire, pour une mission.

La présentation du bilan pour la mission reprend :

- le bilan stratégique de la mission, avec notamment l'avancement des objectifs les plus représentatifs de la mission ;
- le récapitulatif de la consommation de crédits durant l'année, par programme et action, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement ;
- le récapitulatif de la consommation de crédits durant l'année, par programme et titre, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement ;
- le récapitulatif des mouvements de crédits au niveau de la mission

Chaque programme constitutif de la mission détaille ensuite les parties suivantes:

Le bilan stratégique du programme détaille :

- la présentation du programme
- l'avancement des objectifs stratégiques dans une perspective pluriannuelle, qui met en perspective les actions menées durant l'année et les années précédentes, par rapport à l'échéance de mise en œuvre de l'objectif stratégique dans son ensemble.

Le bilan des moyens consommés par le programme durant l'exercice budgétaire détaille :

- le récapitulatif des crédits consommés par le programme durant l'exercice budgétaire, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), et détaillés selon la nomenclature par destination (actions) et par nature (titres) ;
- le récapitulatif des mouvements de crédits au niveau du programme.

Les évolutions en termes d'emplois de l'Etat et de ses opérateurs détaillent:

- la présentation de la situation relative aux emplois de l'administration et aux emplois des opérateurs de l'Etat en fin d'exercice.

L'analyse de l'utilisation des moyens mis à disposition du programme durant l'année détaille :

- la mise en évidence, pour chaque titre, des écarts entre la consommation prévue et la consommation effective des moyens, avec une explication de ces écarts.

Le bilan du travail avec les opérateurs au cours de l'année détaille :

- la mise en évidence, pour chaque opérateur intervenant dans le champ du programme, des moyens mis à disposition, et des résultats atteints comparés aux engagements pris par l'opérateur vis-à-vis de l'Etat, et par l'Etat vis-à-vis de l'opérateur.

AVANT-PROPOS	2
MISSION 5 : CONSEIL ET CONTROLE	5
BILAN STRATEGIQUE DE LA MISSION	6
PRESENTATION DES DOTATIONS	6
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET ACTION	7
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET TITRE	8
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	11
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (CES)	13
BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION	14
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	14
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	14
CONSEIL NATIONAL DE LA DEMOCRATIE (CND)	15
BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION	16
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	16
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	16
CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION (CNC)	17
BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION	18
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	18
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	18
COUR DE CASSATION	20
BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION	21
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	21
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	21
COUR DES COMPTES	22
BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION	23
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	23
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	23
COUR DE SURETE	24
BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION	25
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	25
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	25
CONSEIL D'ETAT	26

BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION	27
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	27
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	27
MEDIATURE DE LA REPUBLIQUE	29
BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION	30
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	30
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	30
COMMISSION ELECTORALE NATIONALE AUTONOME ET PERMANENTE	31
BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION	32
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	32
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	32
COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE L'ENRICHESSEMENT ILLICITE	33
BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION	34
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	34
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	34
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	35
BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION	36
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	36
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	36
COMMISSION NATIONALE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	37
BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION	38
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE	38
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	38

MISSION 5 : CONSEIL ET CONTROLE

BILAN STRATEGIQUE DE LA MISSION

PRESENTATION DES DOTATIONS

Les organes constitutionnels sont répartis en deux grandes missions :

- Une mission pouvoirs publics prévue par l'article 14 alinéa 3 de la loi organique n°31/2010 du 21 octobre 2010 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget (LOLFEB) ;
- Une mission conseil et contrôle définie lors des travaux relatifs à la structuration de la dépense publique en mission-programme-action.

Les dotations des organes constitutionnels considérés comme pouvoirs publics (Présidence de la République, Assemblée Nationale, Sénat, Cour Constitutionnelle, Haute Cour de Justice), ne concourant pas à la mise en œuvre d'une politique publique, ne sont pas soumises à la démarche de performance. Ces dotations ne font donc pas l'objet d'un projet annuel de performance (PAP) et leur exécution n'est pas retracée dans un rapport annuel de performance (RAP).

Les organes constitutionnels classés dans la mission conseil et contrôle, du fait de leur rôle de régulation, portent une politique publique et pourraient être astreints à la démarche de performance. Toutefois, l'exercice de déploiement de la démarche de performance étant à ce jour orienté sur les services administratifs, le traitement réservé aux pouvoirs publics s'étend provisoirement à l'ensemble des organes constitutionnels.

Par conséquent, l'annexe au projet de loi de finances " mission Conseil et Contrôle" regroupe les crédits des institutions suivantes :

- Conseil Economique et Social (CES) ;
- Conseil National de la Démocratie (CND) ;
- Conseil National de la Communication (CNC) ;
- Cour de Cassation ;
- Cour des Comptes ;
- Conseil d'Etat ;
- Cour de sûreté ;
- Médiateur de la République ;
- Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP) ;
- Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI) ;
- Commission Nationale des droits de l'homme ;
- Commission Nationale de Protection des données à caractère personnel.

Chacune de ces institutions fait l'objet d'une dotation.

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET ACTION

Explication des principaux écarts :

Numéro et intitulé du programme et de l'action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	AE engagés en 2015 (b)	Ecart (b) - (a)	CP ouverts en LFR pour 2015 (c)	CP consommés en 2015 (d)	Ecart (d) - (c)
5.213	Conseil Economique et Social (CES)	2 526 677 428	1 983 884 277	- 542 793 151	2 526 677 428	1 983 884 277	- 542 793 151
5.220	Conseil National de la Démocratie (CND)	604 640 568	542 741 690	- 61 898 878	604 640 568	542 741 690	- 61 898 878
5.227	Conseil National de la Communication (CNC)	1 509 044 246	699 127 568	- 809 916 678	1 509 044 246	699 127 568	- 809 916 678
5.234	N°5.234 Cour de Cassation	845 440 920	1 553 408 974	707 968 054	845 440 920	1 553 408 974	707 968 054
5.241	Cour des Comptes	2 015 727 410	1 963 353 919	- 52 373 491	2 015 727 410	1 963 353 919	- 52 373 491
5.248	Conseil d'Etat	530 687 672	197 283 188	- 333 404 484	530 687 672	197 283 188	- 333 404 484
5.255	Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)	936 808 682	2 682 251 711	1 745 443 029	936 808 682	2 682 251 711	1 745 443 029
5.262	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	1 419 626 960	1 543 999 586	124 372 626	1 419 626 960	1 543 999 586	124 372 626
5.269	Médiature	75 469 604	73 100 309	- 2 369 295	75 469 604	73 100 309	- 2 369 295
5.276	Cour de sûreté	1 454 640	-	- 1 454 640	1 454 640	-	- 1 454 640
5.283	Commission Nationale de droits de l'Homme	123 254 008	-	- 123 254 008	123 254 008	-	- 123 254 008
5.286	Commission Nationale de Protection des Données à caractère Personnel	614 127 430	590 494 563	- 23 632 867	614 127 430	590 494 563	- 23 632 867
Total pour la mission		11 202 959 568	11 829 645 785	626 686 217	11 202 959 568	11 829 645 785	626 686 217

La dotation de la Mission Conseil et Contrôle est de **11 202 959 568 FCFA** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, les mises à disposition sont de **11 829 645 785 FCFA**, soit un écart de **626 686 217 FCFA**.

Les écarts de la dotation par programme et action se présentent comme suit :

- Conseil Economique et Social (CES) : - **542 793 151 FCFA** ;
- Conseil National de la Démocratie (CND) : - **61 898 878 FCFA** ;
- Conseil National de la Communication (CNC) : - **809 916 678 FCFA** ;
- Cour de Cassation : **707 968 054 FCFA** ;
- Cour des Comptes : - **52 373 491 FCFA** ;
- Conseil d'Etat : - **333 404 484 FCFA** ;
- Cour de sûreté : - **1 454 640 FCFA** ;
- Médiateur de la République : - **2 369 295 FCFA** ;
- Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP) : **1 745 443 029 FCFA** ;
- Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI) : **124 372 626 FCFA** ;
- Commission Nationale des droits de l'homme : - **123 254 008 FCFA** ;
- Commission Nationale de Protection des données à caractère personnel : - **23 632 867 FCFA**.

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET TITRE

Numéro et intitulé du programme et titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	AE engagés en 2015 (b)	Ecart (b) - (a)	CP ouverts en LFR pour 2015 (c)	CP consommés en 2015 (d)	Ecart (d) - (c)
5.213 Conseil Economique et Social (CES)	2 526 677 428	1 983 884 277	-542 793 151	2 526 677 428	1 983 884 277	-542 793 151
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	954 906 000	557 727 500	-397 178 500	954 906 000	557 727 500	-397 178 500
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 435 726 600	1 363 940 270	-71 786 330	1 435 726 600	1 363 940 270	-71 786 330
Titre 4. Dépenses de transfert	9 257 800	8 332 020	-925 780	9 257 800	8 332 020	-925 780
Titre 5. Dépenses d'investissement	126 787 028	53 884 487	-72 902 541	126 787 028	53 884 487	-72 902 541
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
5.220 Conseil National de la Démocratie (CND)	604 640 568	542 741 690	-61 898 878	604 640 568	542 741 690	-61 898 878
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	37 423 000	3 885 000	-33 538 000	37 423 000	3 885 000	-33 538 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	567 217 568	538 856 690	-28 360 878	567 217 568	538 856 690	-28 360 878
Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
5.227 Conseil National de la Communication (CNC)	1 509 044 246	699 127 568	-809 916 678	1 509 044 246	699 127 568	-809 916 678
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	618 520 000	67 554 000	-550 966 000	618 520 000	67 554 000	-550 966 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	352 034 936	384 433 189	32 398 253	352 034 936	384 433 189	32 398 253
Titre 4. Dépenses de transfert	38 489 310	34 640 379	-3 848 931	38 489 310	34 640 379	-3 848 931
Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	212 500 000	-287 500 000	500 000 000	212 500 000	-287 500 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
5.234 Cour de Cassation	845 440 920	1 553 408 974	707 968 054	845 440 920	1 553 408 974	707 968 054
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	135 922 000	54 366 000	-81 556 000	135 922 000	54 366 000	-81 556 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	709 518 920	649 042 974	-60 475 946	709 518 920	649 042 974	-60 475 946
Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	850 000 000	850 000 000	-	850 000 000	850 000 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
5.241 Cour des Comptes	2 015 727 410	1 963 353 919	-52 373 491	2 015 727 410	1 963 353 919	-52 373 491
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	170 800 000	38 456 000	-132 344 000	170 800 000	38 456 000	-132 344 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	880 000 000	836 000 000	-44 000 000	880 000 000	836 000 000	-44 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	4 927 410	4 434 669	-492 741	4 927 410	4 434 669	-492 741
Titre 5. Dépenses d'investissement	960 000 000	1 084 463 250	124 463 250	960 000 000	1 084 463 250	124 463 250
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-

Numéro et intitulé du programme et titre		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	AE engagés en 2015 (b)	Ecart (b) - (a)	CP ouverts en LFR pour 2015 (c)	CP consommés en 2015 (d)	Ecart (d) - (c)
5.248	Conseil d'Etat	530 687 672	197 283 188	-333 404 484	530 687 672	197 283 188	-333 404 484
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	358 778 000	33 969 000	-324 809 000	358 778 000	33 969 000	-324 809 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	171 909 672	163 314 188	-8 595 484	171 909 672	163 314 188	-8 595 484
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
5.255	Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)	936 808 682	2 682 251 711	1 745 443 029	936 808 682	2 682 251 711	1 745 443 029
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	117 835 000	24 676 000	-93 159 000	117 835 000	24 676 000	-93 159 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	163 943 912	182 294 452	18 350 540	163 943 912	182 294 452	18 350 540
	Titre 4. Dépenses de transfert	155 029 770	2 262 781 259	2 107 751 489	155 029 770	2 262 781 259	2 107 751 489
	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	212 500 000	-287 500 000	500 000 000	212 500 000	-287 500 000
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
5.262	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	1 419 626 960	1 543 999 586	124 372 626	1 419 626 960	1 543 999 586	124 372 626
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	553 557 000	190 527 000	-363 030 000	553 557 000	190 527 000	-363 030 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	546 360 320	780 757 160	234 396 840	546 360 320	780 757 160	234 396 840
	Titre 4. Dépenses de transfert	19 709 640	17 738 676	-1 970 964	19 709 640	17 738 676	-1 970 964
	Titre 5. Dépenses d'investissement	300 000 000	554 976 750	254 976 750	300 000 000	554 976 750	254 976 750
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
5.269	Médiature	75 469 604	73 100 309	- 2 369 295	75 469 604	73 100 309	- 2 369 295
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	13 975 000	14 710 000	735 000	13 975 000	14 710 000	735 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	60 903 304	57 858 139	-3 045 165	60 903 304	57 858 139	-3 045 165
	Titre 4. Dépenses de transfert	591 300	532 170	- 59 130	591 300	532 170	-59 130
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
5.276	Cour de sûreté	1 454 640	-	-1 454 640	1 454 640	-	-1 454 640
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-	-	-
	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 454 640	-	-1 454 640	1 454 640	-	-1 454 640
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
5.283	Commission Nationale de droits de l'Homme	123 254 008	-	-123 254 008	123 254 008	-	-123 254 008
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	31 112 000	-	-31 112 000	31 112 000	-	-31 112 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 142 008	-	-2 142 008	2 142 008	-	-2 142 008
	Titre 4. Dépenses de transfert	90 000 000	-	-90 000 000	90 000 000	-	-90 000 000
	Titre 5. Dépenses	-	-	-	-	-	-

		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	AE engagés en 2015 (b)	AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	AE engagés en 2015 (b)	AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	AE engagés en 2015 (b)
5.286	Commission Nationale de Protection des Données à caractère Personnel	614 127 430	590 494 563	-23 632 867	614 127 430	590 494 563	-23 632 867
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	134 432 000	134 981 000	549 000	134 432 000	134 981 000	549 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	475 753 520	451 965 844	-23 787 676	475 753 520	451 965 844	-23 787 676
	Titre 4. Dépenses de transfert	3 941 910	3 547 719	-394 191	3 941 910	3 547 719	-394 191
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
	Total pour la mission	11 202 959 568	11 829 645 785	626 686 217	11 202 959 568	11 829 645 785	626 686 217
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	3 127 260 000	1 120 851 500	-2 006 408 500	3 127 260 000	1 120 851 500	-2 006 408 500
	Titre 3. Dépenses de biens et services	5 366 965 400	5 408 462 906	41 497 506	5 366 965 400	5 408 462 906	41 497 506
	Titre 4. Dépenses de transfert	321 947 140	2 332 006 892	2 010 059 752	321 947 140	2 332 006 892	2 010 059 752
	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 386 787 028	2 968 324 487	581 537 459	2 386 787 028	2 968 324 487	581 537 459
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-

Explication des principaux écarts :

Les mises à disposition de la dotation sont de **11 829 645 785 FCFA**, soit un écart de **626 686 217 FCFA** par rapport au montant inscrit. Notons toutefois que la réserve obligatoire de la mission a été levée.

Les écarts par programme et titre se présentent comme suit :

- Conseil Economique et Social (CES) : **1 983 884 277 FCFA** (titre 2 : - **397 178 500 FCFA** ; titre 3 : - **71 786 330 FCFA** ; titre 4 : - **925 780 FCFA** ; titre 5 : - **72 902 541 FCFA**) ;
- Conseil National de la Démocratie (CND) : **542 741 690 FCFA** (titre 2 : - **33 538 000 FCFA** ; titre 3 : - **28 360 878 FCFA**) ;
- Conseil National de la Communication (CNC) : **699 127 568 FCFA** (titre 2 : - **550 966 000 FCFA** ; titre 3 : - **323 98 253 FCFA** ; titre 4 : - **3 848 931 FCFA** ; titre 5 : - **287 500 000 FCFA**) ;
- Cour de Cassation : **1 553 408 974 FCFA** (titre 2 : - **81 556 000 FCFA** ; titre 3 : - **60 475 946 FCFA** ; titre 5 : **850 000 000 FCFA**) ;
- Cour des Comptes : **1 963 353 919 FCFA** (titre 2 : - **132 344 000 FCFA** ; titre 3 : - **44 000 000 FCFA** ; titre 4 : - **492 741 FCFA** ; titre 5 : **124 463 250 FCFA**) ;
- Conseil d'Etat : **197 283 188 FCFA** (titre 2 : - **324 809 000 FCFA** ; titre 3 : - **8 595 484 FCFA**) ;
- Cour de sûreté : **0 FCFA** (titre 3 : - **1 454 640 FCFA**) ;
- Médiateur de la République : **73 100 309 FCFA** (titre 2 : **735 000 FCFA** ; titre 3 : - **3 045 165 FCFA** ; titre 4 : - **59 130 FCFA**) ;
- Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP) : **2 682 251 711 FCFA** (titre 2 : - **93 159 000 FCFA** ; titre 3 : **18 350 540 FCFA** ; titre 4 : **2 107 751 489 FCFA** ; titre 5 : - **287 500 000 FCFA**) ;
- Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI) : **1 543 999 586 FCFA** (titre 2 : - **363 030 000 FCFA** ; titre 3 : **234 396 840 FCFA** ; titre 4 : - **1 970 964 FCFA** ; titre 5 : **254 976 750 FCFA**) ;
- Commission Nationale des droits de l'homme: **0 FCFA** (titre 2 : - **31 112 000 FCFA** ; titre 3 : - **2 142 008 FCFA** ; titre 4 : - **90 000 000 FCFA**) ;

- Commission Nationale de Protection des données à caractère personnel : **590 494 563 FCFA** (titre 2 : **549 000 FCFA** ; titre 3 : **-23 787 676 FCFA** ; titre 4 : **-394 191 FCFA**).

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Mission		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
5	Conseil et Contrôle	11 202 959 568	- 3 468 574 027	4 095 260 244	11 829 645 785
5.213	Conseil Economique et Social (CES)	2 526 677 428	-542 793 151	-	1 983 884 277
5.220	Conseil National de la Démocratie (CND)	604 640 568	-533 538 000	471 639 122	542 741 690
5.227	Conseil National de la Communication (CNC)	1 509 044 246	-842 314 931	32 398 253	699 127 568
5.234	Cour de Cassation	845 440 920	-142 031 946	850 000 000	1 553 408 974
5.241	Cour des Comptes	2 015 727 410	-176 836 741	124 463 250	1 963 353 919
5.248	Conseil d'Etat	530 687 672	-333 404 484	-	197 283 188
5.255	Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)	936 808 682	-380 659 000	2 126 102 029	2 682 251 711
5.262	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	1 419 626 960	-365 000 964	489 373 590	1 543 999 586
5.269	Médiature	75 469 604	- 3 104 295	735 000	73 100 309
5.276	Cour de sûreté	1 454 640	- 1 454 640	-	-
5.283	Commission Nationale de droits de l'Homme	123 254 008	-123 254 008	-	-
5.286	Commission Nationale de Protection des Données à caractère Personnel	614 127 430	- 24 181 867	549 000	590 494 563

Explication des mouvements de crédits :

La mission a, dans le cadre de la clôture de l'exercice budgétaire 2015, transféré **3 468 574 027 FCFA** de crédits disponibles vers la mission « Provisions ».

Ces mouvements sont repartis comme suit :

- Conseil Economique et Social (CES) : **542 793 151 FCFA** ;
- Conseil National de la Démocratie (CND) : **533 538 000 FCFA** ;
- Conseil National de la Communication (CNC) : **-809 916 678 FCFA** ;
- Cour de Cassation : **142 031 946 FCFA** ;
- Cour des Comptes **176 836 741 FCFA** ;
- Conseil d'Etat : **333 404 484 FCFA** ;
- Cour de sûreté : **1 454 640 FCFA** ;
- Médiateur de la République : **3 104 295 FCFA** ;
- Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP) : **380 659 000 FCFA** ;
- Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI) : **365 000 964 FCFA** ;
- Commission Nationale des droits de l'homme : **123 254 008 FCFA** ;
- Commission Nationale de Protection des données à caractère personnel : **24 181 867 FCFA**.

Pour assurer le fonctionnement optimal des institutions qui composent la mission « Conseil et Contrôle », une rallonge de 4 095 260 244 FCFA leur a été attribuée. Elle est répartie comme suit :

- Conseil National de la Démocratie (CND) : **471 639 122 FCFA** ;
- Conseil National de la Communication (CNC) : **-32 398 253 FCFA** ;
- Cour de Cassation : **850 000 000 FCFA** ;
- Cour des Comptes **124 363 250 FCFA** ;
- Médiateur de la République : **735 000 FCFA** ;
- Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP) : **2 126 102 029 FCFA** ;
- Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI) : **489 373 590 FCFA** ;
- Commission Nationale de Protection des données à caractère personnel : **549 000 FCFA**.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (CES)

BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2015	AE engagées en 2015	Ecart	CP ouverts en LFR pour 2015	CP consommés en 2015	Ecart
	(a)	(b)	(a - b)	(c)	(d)	(c) - (d)
Conseil Economique et Social	2 526 677 428	1 983 884 277	-542 793 151	2 526 677 428	1 983 884 277	-542 793 151
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	954 906 000	557 727 500	-397 178 500	954 906 000	557 727 500	-397 178 500
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 435 726 600	1 363 940 270	-71 786 330	1 435 726 600	1 363 940 270	-71 786 330
Titre 4. Dépenses de transfert	9 257 800	8 332 020	-925 780	9 257 800	8 332 020	-925 780
Titre 5. Dépenses d'investissement	126 787 028	53 884 487	-72 902 541	126 787 028	53 884 487	-72 902 541
Titre 6. Autres dépenses						
Total pour la dotation	2 526 677 428	1 983 884 277	-542 793 151	2 526 677 428	1 983 884 277	-542 793 151

Explication des principaux écarts :

La dotation du Conseil Economique et Social est de **2 526 677 428 FCFA** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, les mises à disposition sont de **1 983 884 277 FCFA** soit un écart de **-542 793 151 FCFA**. La réserve obligatoire de la dotation a été levée.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et du titre		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
5.213.1	Conseil Economique et Social (CES)	2 526 677 428	- 542 793 151	-	1 983 884 277
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	954 906 000	- 397 178 500	-	557 727 500
	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 435 726 600	-71 786 330	-	1 363 940 270
	Titre 4. Dépenses de transfert	9 257 800	- 925 780	-	8 332 020
	Titre 5. Dépenses d'investissement	126 787 028	-72 902 541	-	53 884 487
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

La dotation a, dans le cadre de la clôture de l'exercice budgétaire 2015, transféré **542 793 151 FCFA** de crédits disponibles vers la mission « Provisions ». Ces mouvements de crédits sont repartis comme suit :

- Titre 2. Dépenses de personnel : 397 178 500 FCFA ;
- Titre 3. Dépenses de biens et services : 71 786 330 FCFA ;
- Titre 4. Dépenses de transfert : 925 780 FCFA ;
- Titre 5. Dépenses d'investissement : 72 902 541 FCFA.

CONSEIL NATIONAL DE LA DEMOCRATIE (CND)

BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2015	AE engagées en 2015	Ecart	CP ouverts en LFR pour 2015	CP consommés en 2015	Ecart
	(a)	(b)	(a – b)	(c)	(d)	(c) – (d)
Conseil Nationale de la Démocratie	604 640 568	542 741 690	-61 898 878	604 640 568	542 741 690	-61 898 878
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	37 423 000	3 885 000	-33 538 000	37 423 000	3 885 000	-33 538 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	567 217 568	538 856 690	- 28 360 878	567 217 568	538 856 690	-28 360 878
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
Total pour la dotation	604 640 568	542 741 690	-61 898 878	604 640 568	542 741 690	-61 898 878

Explication des principaux écarts :

La dotation du Conseil National de la Démocratie est de **604 640 568 FCFA** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, les mises à disposition sont de **542 741 690 FCFA** soit un écart de **-61 898 878 FCFA**. La réserve obligatoire de la dotation a été levée.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et du titre		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
5.220.1	Conseil National de la Démocratie (CND)	604 640 568	- 533 538 000	471 639 122	542 741 690
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	37 423 000	-33 538 000	-	3 885 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	567 217 568	- 500 000 000	471 639 122	538 856 690
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

La dotation a, dans le cadre de la clôture de l'exercice budgétaire 2015, transféré **533 538 000 FCFA** de crédits disponibles vers la mission « Provisions ». Ces mouvements de crédits sont repartis comme suit :

- Titre 2. Dépenses de personnel : 33 538 000 FCFA ;
- Titre 3. Dépenses de biens et services : 500 000 000 FCFA.

Pour assurer le fonctionnement optimal du Conseil National de la Démocratie, une rallonge de **471 639 122 FCFA** a été attribuée à cette institution. Elle est répartie comme suit :

- Titre 3. Dépenses de biens et services : 471 639 122 FCFA.

CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION (CNC)

BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2015	AE engagées en 2015	Ecart	CP ouverts en LFR pour 2015	CP consommés en 2015	Ecart
	(a)	(b)	(a – b)	(c)	(d)	(c) – (d)
Conseil Nationale de la Communication	1 509 044 246	699 127 568	-809 916 678	1 509 044 246	699 127 568	-809 916 678
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	618 520 000	67 554 000	-550 966 000	618 520 000	67 554 000	-550 966 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	352 034 936	384 433 189	32 398 253	352 034 936	384 433 189	32 398 253
Titre 4. Dépenses de transfert	38 489 310	34 640 379	-3 848 931	38 489 310	34 640 379	-3 848 931
Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	212 500 000	-287 500 000	500 000 000	212 500 000	-287 500 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
Total pour la dotation	1 509 044 246	699 127 568	-809 916 678	1 509 044 246	699 127 568	-809 916 678

Explication des principaux écarts :

La dotation du Conseil Nationale de la Communication est de **1 509 044 246 FCFA** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, les mises à disposition sont de **699 127 568 FCFA** soit un écart de **-809 916 678 FCFA**. La réserve obligatoire de la dotation a été levée.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et du titre		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
5.227.1	Conseil National de la Communication (CNC)	1 509 044 246	- 842 314 931	32 398 253	699 127 568
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	618 520 000	- 550 966 000	-	67 554 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	352 034 936	-	32 398 253	384 433 189
	Titre 4. Dépenses de transfert	38 489 310	- 3 848 931	-	34 640 379
	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	- 287 500 000	-	212 500 000
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

La dotation a, dans le cadre de la clôture de l'exercice budgétaire 2015, transféré **842 314 931 FCFA** de crédits disponibles vers la mission « Provisions ». Ces mouvements de crédits sont repartis comme suit :

- Titre 2. Dépenses de personnel : 550 966 000 FCFA ;
- Titre 4. Dépenses de transfert : 3 848 931 FCFA ;
- Titre 5. Dépenses d'investissement : 287 500 000 FCFA.

Pour assurer le fonctionnement optimal du Conseil National de la Communication, une rallonge en titre 3 de **32 398 253 FCFA** a été attribuée à cette institution.

COUR DE CASSATION

BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2015	AE engagées en 2015	Ecart	CP ouverts en LFR pour 2015	CP consommés en 2015	Ecart
	(a)	(b)	(a – b)	(c)	(d)	(c) – (d)
Cour de Cassation	845 440 920	1 553 408 974	707 968 054	845 440 920	1 553 408 974	707 968 054
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	135 922 000	54 366 000	- 81 556 000	135 922 000	54 366 000	- 81 556 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	709 518 920	649 042 974	- 60 475 946	709 518 920	649 042 974	- 60 475 946
Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	850 000 000	850 000 000	-	850 000 000	850 000 000
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
Total pour la dotation	845 440 920	1 553 408 974	707 968 054	845 440 920	1 553 408 974	707 968 054

Explication des principaux écarts :

La dotation de la Cour de Cassation est de **845 440 920 FCFA** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, les mises à disposition sont de **1 553 408 974 FCFA** soit un écart de **707 968 054 FCFA**. La réserve obligatoire de la dotation a été levée

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et du titre		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
5.234	N°5.234 Cour de Cassation	845 440 920	- 142 031 946	850 000 000	1 553 408 974
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	135 922 000	-81 556 000	-	54 366 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	709 518 920	-60 475 946	-	649 042 974
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	850 000 000	850 000 000
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

La dotation a, dans le cadre de la clôture de l'exercice budgétaire 2015, transféré **142 031 946 FCFA** de crédits disponibles vers la mission « Provisions ». Ces mouvements de crédits sont repartis comme suit :

- Titre 2. Dépenses de personnel : 81 556 000 FCFA ;
- Titre 3. Dépenses de biens et services : 60 475 946 FCFA ;

Pour assurer le fonctionnement optimal de la Cour de Cassation, une rallonge en titre 5 de **850 000 000 FCFA** a été attribuée à cette institution.

COUR DES COMPTES

BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2015	AE engagées en 2015	Ecart	CP ouverts en LFR pour 2015	CP consommés en 2015	Ecart
	(a)	(b)	(a – b)	(c)	(d)	(c) – (d)
Cour des Comptes	2 015 727 410	1 963 353 919	-52 373 491	2 015 727 410	1 963 353 919	-52 373 491
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	170 800 000	38 456 000	-132 344 000	170 800 000	38 456 000	-132 344 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	880 000 000	836 000 000	-44 000 000	880 000 000	836 000 000	-44 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	4 927 410	4 434 669	-492 741	4 927 410	4 434 669	-492 741
Titre 5. Dépenses d'investissement	960 000 000	1 084 463 250	124 463 250	960 000 000	1 084 463 250	124 463 250
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
Total pour la dotation	2 015 727 410	1 963 353 919	-52 373 491	2 015 727 410	1 963 353 919	-52 373 491

Explication des principaux écarts :

La dotation de la Cour des Comptes est de **2 015 727 410 FCFA** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, les mises à disposition sont de **1 963 353 919 FCFA** soit un écart de **-52 373 491 FCFA** mission. La réserve obligatoire de la dotation a été levée.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et du titre		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
5.241	Cour des Comptes	2 015 727 410	-176 836 741	124 463 250	1 963 353 919
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	170 800 000	-132 344 000	-	38 456 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	880 000 000	- 44 000 000	-	836 000 000
	Titre 4. Dépenses de transfert	4 927 410	-492 741	-	4 434 669
	Titre 5. Dépenses d'investissement	960 000 000	-	124 463 250	1 084 463 250
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

La dotation a, dans le cadre de la clôture de l'exercice budgétaire 2015, transféré **176 836 741 FCFA** de crédits disponibles vers la mission « Provisions ». Ces mouvements de crédits sont repartis comme suit :

- Titre 2. Dépenses de personnel : 132 344 000 FCFA ;
- Titre 3. Dépenses de biens et services : 44 000 000 FCFA ;
- Titre 4. Dépenses de transfert : 492 741 FCFA.

Pour assurer le fonctionnement optimal de la Cour des Comptes, une rallonge en titre 5 de **124 463 250 FCFA** a été attribuée à cette institution.

COUR DE SURETE

BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2015 (a)	AE engagées en 2015 (b)	Ecart (a - b)	CP ouverts en LFR pour 2015 (c)	CP consommés en 2015 (d)	Ecart (c) - (d)
Cour de Sureté	1 454 640	0	-1 454 640	1 454 640	0	-1 454 640
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 454 640	0	-1 454 640	1 454 640	0	-1 454 640
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
Total pour la dotation	1 454 640	0	-1 454 640	1 454 640	0	-1 454 640

Explication des principaux écarts :

La dotation de la Cour de Sureté est de **1 454 640 FCFA** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, les mises à disposition sont de **0 FCFA** soit un écart de **-1 454 640 FCFA**. La réserve obligatoire de la dotation a été levée

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et du titre		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
5.276	Cour de sûreté	1 454 640	- 1 454 640	-	-
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	-	-	-	-
	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 454 640	- 1 454 640	-	-
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

La dotation a, dans le cadre de la clôture de l'exercice budgétaire 2015, transféré **1 454 640 FCFA** de crédits disponibles vers la mission « Provisions ».

CONSEIL D'ETAT

BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2015	AE engagées en 2015	Ecart	CP ouverts en LFR pour 2015	CP consommés en 2015	Ecart
	(a)	(b)	(a – b)	(c)	(d)	(c) – (d)
Conseil d'Etat	530 687 672	197 283 188	-333 404 484	530 687 672	197 283 188	-333 404 484
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	358 778 000	33 969 000	-324 809 000	358 778 000	33 969 000	-324 809 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	171 909 672	163 314 188	-8 595 484	171 909 672	163 314 188	-8 595 484
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
Total pour la dotation	530 687 672	197 283 188	-333 404 484	530 687 672	197 283 188	-333 404 484

Explication des principaux écarts :

La dotation du Conseil d'Etat est de **530 687 672 FCFA** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, les mises à disposition sont de **197 283 188 FCFA** soit un écart de **-333 404 484 FCFA**. La réserve obligatoire de la dotation a été levée

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et du titre		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
5.248	Conseil d'Etat	530 687 672	- 333 404 484	-	197 283 188
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	358 778 000	- 324 809 000	-	33 969 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	171 909 672	-8 595 484	-	163 314 188
	Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

La dotation a, dans le cadre de la clôture de l'exercice budgétaire 2015, transféré **333 404 484 FCFA** des crédits disponibles vers la mission « Provisions ».

Ces mouvements sont repartis comme suit :

- Titre 2. Dépenses de personnel : 324 809 000 FCFA ;
- Titre 3. Dépenses de biens et services : 8 595 484 FCFA.

MEDIATURE DE LA REPUBLIQUE

BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2015	AE engagées en 2015	Ecart	CP ouverts en LFR pour 2015	CP consommés en 2015	Ecart
	(a)	(b)	(a – b)	(c)	(d)	(c) – (d)
Médiature de la République	75 469 604	73 100 309	-2 369 295	75 469 604	73 100 309	-2 369 295
Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	13 975 000	14 710 000	735 000	13 975 000	14 710 000	735 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	60 903 304	57 858 139	-3 045 165	60 903 304	57 858 139	-3 045 165
Titre 4. Dépenses de transfert	591 300	532 170	-59 130	591 300	532 170	-59 130
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	0	-	-	-	-
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-
Total pour la dotation	75 469 604	73 100 309	-2 369 295	75 469 604	73 100 309	-2 369 295

Explication des principaux écarts :

La dotation de la Médiature de la République est de **75 469 604 FCFA** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, les mises à disposition sont de **73 100 309 FCFA** soit un écart de **-2 369 295 FCFA**. La réserve obligatoire de la dotation a été levée

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et du titre		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
5.269	Médiature	75 469 604	-3 104 295	735 000	73 100 309
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	13 975 000	-	735 000	14 710 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	60 903 304	-3 045 165	-	57 858 139
	Titre 4. Dépenses de transfert	591 300	-59 130	-	532 170
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

La dotation a, dans le cadre de la clôture de l'exercice budgétaire 2015, transféré **3 104 295 FCFA** de crédits disponibles vers la mission « Provisions ». Ces mouvements de crédits sont repartis comme suit :

- Titre 3. Dépenses de biens et services : 3 045 165 FCFA ;
- Titre 4. Dépenses de transfert : 59 130 FCFA.

Pour assurer le fonctionnement optimal de la Médiature, une rallonge en titre 2 de **735 000 FCFA** a été attribuée à cette institution.

COMMISSION ELECTORALE NATIONALE AUTONOME ET PERMANENTE

BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2015	AE engagées en 2015	Ecart	CP ouverts en LFR pour 2015	CP consommés en 2015	Ecart
	(a)	(b)	(a – b)	(c)	(d)	(c) – (d)
Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente	936 808 682	2 682 251 711	1 745 443 029	936 808 682	2 682 251 711	1 745 443 029
Titre 1. Charges financières de la dette	-			-		
Titre 2. Dépenses de personnel	117 835 000	24 676 000	-93 159 000	117 835 000	24 676 000	-93 159 000
	182 294 452	163 943 912	18 350 540	163 943 912	182 294 452	18 350 540
Titre 4. Dépenses de transfert	155 029 770	2 262 781 259	2 107 751 489	155 029 770	2 262 781 259	2 107 751 489
Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	212 500 000	-287 500 000	500 000 000	212 500 000	-287 500 000
Titre 6. Autres dépenses	-		-	-		-
Total pour la dotation	936 808 682	2 682 251 711	1 745 443 029	936 808 682	2 682 251 711	1 745 443 029

Explication des principaux écarts :

La dotation de la Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente est de **936 808 682 FCFA** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, les mises à disposition sont de **2 682 251 711 FCFA** soit un écart de **1 745 443 029 FCFA** dû au transfert des crédits de la Cour Constitutionnelle vers la dotation **49 802 202 FCFA** (titre 3 : **26 547 736 FCFA** ; titre 4 : **23 254 466 FCFA**). La réserve obligatoire de la dotation a été levée.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et du titre		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
5.255	Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)	936 808 682	- 380 659 000	2 126 102 029	2 682 251 711
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	117 835 000	-93 159 000	-	24 676 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	163 943 912	-	18 350 540	182 294 452
	Titre 4. Dépenses de transfert	155 029 770	-	2 107 751 489	2 262 781 259
	Titre 5. Dépenses d'investissement	500 000 000	- 287 500 000	-	212 500 000
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

La dotation a, dans le cadre de la clôture de l'exercice budgétaire 2015, transféré **380 659 000 FCFA** de crédits disponibles vers la mission « Provisions ». Ces mouvements de crédits sont repartis comme suit :

- Titre 2. Dépenses de personnel : 93 159 000 FCFA ;
- Titre 5. Dépenses d'investissement : 287 500 000 FCFA

Pour assurer le fonctionnement optimal de la Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente, une rallonge de **2 126 102 029 FCFA** a été attribuée à cette institution. Elle est répartie comme suit :

- Titre 3. Dépenses de biens et services : 18 350 540 FCFA ;
- Titre 4. Dépenses de transfert : 2 107 751 489 FCFA.

COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE L'ENRICHESSEMENT ILLICITE

BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2015	AE engagées en 2015	Ecart	CP ouverts en LFR pour 2015	CP consommés en 2015	Ecart
	(a)	(b)	(a – b)	(c)	(d)	(c) – (d)
Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite	1 419 626 960	1 543 999 586	124 372 626	1 419 626 960	1 543 999 586	124 372 626
Titre 1. Charges financières de la dette						
Titre 2. Dépenses de personnel	553 557 000	190 527 000	-363 030 000	553 557 000	190 527 000	-363 030 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	546 360 320	780 757 160	234 396 840	546 360 320	780 757 160	234 396 840
Titre 4. Dépenses de transfert	19 709 640	17 738 676	-1 970 964	19 709 640	17 738 676	-1 970 964
Titre 5. Dépenses d'investissement	300 000 000	554 976 750	254 976 750	300 000 000	554 976 750	254 976 750
Titre 6. Autres dépenses			-			-
Total pour la dotation	1 419 626 960	1 543 999 586	124 372 626	1 419 626 960	1 543 999 586	124 372 626

Explication des principaux écarts :

La dotation de la Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite est de **1 419 626 960 F CFA** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, les mises à disposition sont de **1 543 999 586 FCFA** soit un écart de **124 372 626 FCFA**. La réserve obligatoire de la dotation a été levée

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et du titre		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
5.262	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	1 419 626 960	-365 000 964	489 373 590	1 543 999 586
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	553 557 000	-363 030 000	-	190 527 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	546 360 320	-	234 396 840	780 757 160
	Titre 4. Dépenses de transfert	19 709 640	-1 970 964	-	17 738 676
	Titre 5. Dépenses d'investissement	300 000 000	-	254 976 750	554 976 750
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

La dotation a, dans le cadre de la clôture de l'exercice budgétaire 2015, transféré **365 000 964 FCFA** de crédits disponibles vers la mission « Provisions ». Ces mouvements de crédits sont repartis comme suit :

- Titre 2. Dépenses de personnel : 363 030 000 FCFA ;
- Titre 4. Dépenses de transfert : 1 970 964 FCFA.

Pour assurer le fonctionnement optimal de la Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite, une rallonge de **489 373 590 FCFA** a été attribuée à cette institution. Elle est répartie comme suit :

- Titre 3. Dépenses de biens et services : 234 396 840 FCFA ;
- Titre 5. Dépenses d'investissement : 254 976 750 FCFA.

COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2015	AE engagées en 2015	Ecart	CP ouverts en LFR pour 2015	CP consommés en 2015	Ecart
	(a)	(b)	(a – b)	(c)	(d)	(c) – (d)
Commission Nationale des Droits de l'Homme	123 254 008	0	-123 254 008	123 254 008	0	-123 254 008
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	31 112 000	0	-31 112 000	31 112 000	0	-31 112 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	2 142 008	0	-2 142 008	2 142 008	0	-2 142 008
Titre 4. Dépenses de transfert	90 000 000	0	-90 000 000	90 000 000	0	-90 000 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
Total pour la dotation	123 254 008	0	-123 254 008	123 254 008	0	-123 254 008

Explication des principaux écarts :

La dotation de la Commission Nationale des Droits de l'Homme est de **123 254 008 FCFA** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, les mises à disposition sont de **0 FCFA** soit un écart de **- 123 254 008 FCFA**. La réserve obligatoire de la dotation a été levée

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et du titre		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
5.283	Commission Nationale de droits de l'Homme	123 254 008	- 123 254 008	-	-
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	31 112 000	- 31 112 000	-	-
	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 142 008	-2 142 008	-	-
	Titre 4. Dépenses de transfert	90 000 000	- 90 000 000	-	-
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

La dotation a, dans le cadre de la clôture de l'exercice budgétaire 2015, transféré **123 254 008 FCFA** de crédits disponibles vers la mission « Provisions »,

Ces mouvements de crédits sont repartis comme suit :

- Titre 2. Dépenses de personnel : 31 112 000 FCFA ;
- Titre 3. Dépenses de biens et services : 2 142 008 FCFA ;
- Titre 4. Dépenses de transfert : 90 000 000 FCFA.

COMMISSION NATIONALE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

BILAN STRATEGIQUE DU LA DOTATION

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR DOTATION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2015	AE engagées en 2015	Ecart	CP ouverts en LFR pour 2015	CP consommés en 2015	Ecart
	(a)	(b)	(a – b)	(c)	(d)	(c) – (d)
Commission Nationale de Protection des Données à caractère personnel	614 127 430	590 494 563	-23 632 867	614 127 430	590 494 563	-23 632 867
Titre 1. Charges financières de la dette	-			-		
Titre 2. Dépenses de personnel	134 432 000	134 981 000	549 000	134 432 000	134 981 000	549 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	475 753 520	451 965 844	-23 787 676	475 753 520	451 965 844	-23 787 676
Titre 4. Dépenses de transfert	3 941 910	3 547 719	-394 191	3 941 910	3 547 719	-394 191
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	0	-	-		-
Titre 6. Autres dépenses	-		-	-		-
Total pour la dotation	614 127 430	590 494 563	-23 632 867	614 127 430	590 494 563	-23 632 867

Explication des principaux écarts :

La dotation de la Commission Nationale de Protection des Données à caractère personnel est de **614 127 430 FCFA** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) dans la Loi de Finances Rectificative 2015, les mises à disposition sont de **590 494 563 FCFA** soit un écart de **-23 632 867 FCFA**. La réserve obligatoire de la dotation a été levée.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Numéro et intitulé du programme et du titre		Crédits votés dans la LFR 2015 (a)	Mouvements : débit (b)	Mouvements : crédit (c)	Exécutions 2015 (d)
5.286	Commission Nationale de Protection des Données à caractère Personnel	614 127 430	-24 181 867	549 000	590 494 563
	Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-
	Titre 2. Dépenses de personnel	134 432 000	-	549 000	134 981 000
	Titre 3. Dépenses de biens et services	475 753 520	-23 787 676	-	451 965 844
	Titre 4. Dépenses de transfert	3 941 910	- 394 191	-	3 547 719
	Titre 5. Dépenses d'investissement	-	-	-	-
	Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-

Explication des mouvements de crédits :

La dotation a, dans le cadre de la clôture de l'exercice budgétaire 2015, transféré **24 181 867 FCFA** de crédits disponibles vers la mission « Provisions ». Ces mouvements de crédits sont repartis comme suit :

- Titre 3. Dépenses de biens et services : 23 787 676 FCFA ;
- Titre 4. Dépenses de transfert : 394 191 FCFA.

Pour assurer le fonctionnement optimal de la Commission Nationale de Protection des Données à caractère Personnel, une rallonge en titre 2 de **549 000 FCFA** a été attribuée à cette institution.